

TSHOMBE (*Moïse-Kapenda*), Président du Katanga, puis Premier Ministre de la République démocratique du Congo (Musumba, 10.11.1919 - Alger, 29.6.1969).

Moïse Tshombe naquit à Musumba, près de Kapanga, au Katanga. De race Lunda, il était issu d'une famille de riches commerçants et avait épousé une fille du chef Mwata Yamvo; de cette union naquirent neuf enfants.

Après ses études primaires à la mission méthodiste de Sandoa, Moïse Tshombe fit ses études normales à la mission méthodiste de Kanene; par la suite, il acquit un diplôme supérieur de comptabilité. En fait, Tshombe se sentait une vocation de pasteur, mais comme son père était seul dans les affaires, il lui demanda de l'aider. Ainsi dès l'âge de 16 ans, alors qu'il était encore aux études, il se trouvait déjà devant des responsabilités à prendre.

Ce n'est qu'en 1946 qu'il vint s'installer à Elisabethville. Jusqu'alors, il avait voyagé dans tout le Katanga et spécialement dans les régions agricoles de Sandoa, Kapanga, Dilolo et la région des Lundas.

En 1950, après la mort de son père, Moïse Tshombe a continué sa carrière dans les affaires commerciales et il fut alors confronté à de sérieuses difficultés, car le régime de l'époque ne permettait pas aux Congolais d'obtenir des crédits, bien qu'il possédât des maisons, des propriétés et des terrains. C'est cette discrimination qui l'incita à réagir et à se lancer dans la politique.

Il fut membre du Conseil de la province du Katanga de 1951 à 1953, puis du Conseil du Gouvernement et de la députation permanente. En 1959, il fut élu conseiller de la commune Albert, à Elisabethville. En juillet 1959, il fut nommé à la présidence de la Confédération des associations du Katanga, mieux connue sous le nom de Conakat. Il s'agissait d'un rassemblement politique fondé en 1957 par un groupe de jeunes évolués katangais dont Godefroid Munongo, Evariste Kimba, Albert Nyembo et Rodolphe Yav.

Dès 1959, au cours d'un entretien avec le ministre De Schrijver, alors à la tête du département du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Moïse Tshombe avait plaidé en faveur d'une très large autonomie des provinces qui auraient pu, chacune en particulier, conclure des accords directement avec la Belgique. Ce point de vue était en contradiction avec les conceptions unitaristes de Patrice Lumumba, leader du Mouvement national congolais, en abrégé M.N.C.

Cette divergence de conception allait opposer les deux hommes politiques pendant la préparation de l'indépendance et au début de l'existence de la République du Congo.

Au cours de la conférence de la table ronde qui se tint à Bruxelles en janvier et février 1960, Moïse Tshombe défendit l'idée d'une confédération d'Etats congolais, soutenu en cela par tous les membres de la Conakat. Certaines voix se sont fait entendre pour prétendre qu'il était téléguidé par une importante société minière pendant son séjour à Bruxelles; mais d'autre part, on a fait remarquer que, lors de cette conférence, il ne disposait ni d'une secrétaire, ni d'une machine à écrire, ce qui serait un indice qu'il n'existait pas de bien grande collusion.

A l'issue de cette conférence, le 3 mars 1960, invité par le mouvement pour les Etats Unis d'Europe, Moïse Tshombe exposa ses idées sur la future organisation générale du Congo, qu'il voulait un pays indépendant et une terre de libertés. Il repoussait l'idée de

nationalisations et estimait que l'accent devait être mis davantage sur l'agriculture, car l'exploitation intensive des ressources minières conduisait à l'épuisement progressif des réserves. Il se proposait encore de faire choisir un métier par la masse des écoliers, car tous voulaient devenir des employés. Il termina son allocution en demandant la confiance des Belges, car il voulait s'orienter vers une politique de collaboration.

Le retour de Tshombe à Elisabethville le dimanche 6 mars 1960 fut marqué par des manifestations enthousiastes et un grand concours de foule, composée d'Africains et d'Européens. Dans le discours tenu à cette occasion, le président général de la Conakat remercia les professeurs et économistes belges qui l'avaient aidé au cours de son séjour en Belgique et invita les Européens établis au Katanga à bannir toute inquiétude pour l'avenir. Il tint également à répondre aux allusions de Sir Roy Welensky, premier ministre de la Fédération des Rhodésies-Nyassaland, qui avait laissé entendre que le Katanga pourrait s'unir à ces pays. Il déclara avec force: « Que l'on sache partout et une fois pour toute que jamais le Katanga ne fera d'autre union qu'avec les provinces du Congo et la Belgique. » Partout où passait Tshombe, l'accueil fut délirant. Il avait conquis les foules et sa popularité au Katanga était bien établie.

Entre-temps, Tshombe s'était rendu aux Etats-Unis où il avait rencontré les dirigeants des fondations Ford et Rockefeller qui lui avaient fait des promesses d'assistance technique.

Le vendredi 13 mai 1960, à l'approche de l'indépendance, dans un communiqué aux journalistes, il s'élève contre le vent de défaitisme qui souffle parmi certains Européens. Une fois de plus, il précise ses idées au sujet de la structure du futur Etat congolais. Il préconise une confédération du Congo avec une autonomie, ni exclusive, ni absolue, des différentes provinces. Il cite comme exemples de réussite de cette formule les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse, l'Autriche, l'Allemagne fédérale et l'U.R.S.S.

Les masses congolaises, dit-il, lui font confiance et attendent de leurs leaders des propositions congolaises. Il est difficile de faire le bonheur des gens sans leur consentement. Les décisions belges et européennes sont excellentes, mais elles ne sont ni congolaises ni africaines. Celles-ci seront l'œuvre des dirigeants congolais qui seront élus dans les prochains jours.

Malgré les grands succès remportés à Elisabethville, tout le Katanga n'est pas au côté de Moïse Tshombe. Il a l'oreille des populations d'origine Lunda; mais le leader de la Balubakat, Jason Sendwe, bourgmestre de la commune d'Albert à Elisabethville, recueille les suffrages des populations des ethnies d'origine Baluba.

L'opposition des ethnies allait engendrer de sérieuses difficultés pour la formation du gouvernement provincial du Katanga qui devait être mis en place vers le 15 juin 1960, préalablement aux consultations qui conduiraient à la formation du premier gouvernement congolais.

Les 14 et 15 juin 1960, la plus grande confusion régna, car pour élire le gouvernement, il fallait à l'Assemblée provinciale réunir les deux tiers des voix. Or l'assemblée se composait de 69 membres dont 37, sous l'impulsion de Jason Sendwe, s'étaient réunis en un cartel formé de Balubas et de Tshokwes. Ce cartel refusait de participer à la réunion de-

vant conduire à la formation du Gouvernement provincial.

Pour tourner la difficulté, le Sénat vota un amendement à la loi en vertu duquel, si la majorité des deux tiers ne pouvait pas être dégagée pendant deux réunions successives, les décisions pouvaient être prises à la majorité simple.

Le jeudi 17, l'assemblée provinciale se réunissait à 10 heures du matin, à 15 heures et finalement à 20 heures. Comme le cartel ne s'était présenté à aucune des séances, la loi de la majorité simple devenait d'application et Moïse Tshombe fut élu par 37 voix sur 42 votants, président du Gouvernement provincial katangais. Le gouvernement — formé par Moïse Tshombe — avait été ouvert aux Balubas et aux Tshokwes ralliés à la Conakat qui avaient aussi reçu des portefeuilles, car ce devait être le gouvernement de tous les Katangais.

A cette occasion, Tshombe adjurait les populations de mettre fin aux querelles et confirmait la garantie de liberté totale et de respect des biens et des personnes. Il ajoutait aussi:

« Je tiens à préciser que nous n'avons à aucun moment songé à laisser une puissance étrangère s'emparer de la moindre parcelle que ce soit de notre territoire. Si à un certain moment une allusion a pu être faite à une coalition avec un Etat voisin, elle ne le fut que pour marquer la volonté formelle du Katanga de faire triompher les intérêts de ses habitants et échapper à une dictature centralisatrice qui serait mortelle pour notre économie. »

Il n'y avait donc pas eu de fumée sans feu et les allusions de Sir Roy Welensky n'étaient pas sans fondement.

Accompagné de son ministre des Finances Jean Kibwe, Moïse Tshombe, à l'invitation de Monsieur Ganshof van der Meersch, se rendit à Léopoldville le vendredi 18 juin en vue des consultations préalables à la formation du premier gouvernement central congolais.

Tshombe n'arrivait pas les mains vides et était porteur d'un projet de combinaison ministérielle devant servir de base aux négociations et de nature à créer une entente générale dans la concorde. Le leader katangais, une fois de plus, se déclarait fidèle à un programme d'action visant à doter le Congo de structures politiques, sociales et économiques fédérales.

Lorsque la composition du Gouvernement central sous la présidence de Patrice Lumumba fut connue, les milieux katangais, tant du Cartel que de la Conakat, firent connaître leur désappointement. Ce gouvernement comportait seulement deux ministres katangais et Jason Sendwe était nommé commissaire d'Etat pour le Katanga.

Tshombe, qui était rentré par avion à Elisabethville le 23 au soir, fit savoir qu'il retirait son appui à Lumumba. Il estimait avoir été abusé, car les conventions convenues n'avaient pas été respectées. A ses yeux, le Gouvernement central devait être considéré comme provisoire jusqu'au vote de la constitution définitive du Katanga. Il ne pouvait admettre que le Congo se trouvât aux mains d'extrémistes qui tenteraient de profiter de la situation pour s'approprier définitivement le pouvoir et imposer une structure unitaire, dont il ne voulait à aucun prix. Il estimait qu'il n'était pas possible de soumettre aux mêmes lois des hommes de races et de coutumes aussi diverses qu'au Congo, ce pays immense, d'une superficie de deux millions et demi de kilomètres carrés.

Moïse Tshombe commençait alors une prodigieuse carrière politique qui allait faire connaître son nom dans le monde entier.

L'indépendance du Congo ne se passa pas dans le calme; on se souvient du discours, très dur pour les Belges, prononcé par Lumumba en présence du roi Baudouin et la révolte de l'Armée nationale congolaise, peu de jours après cet événement historique.

Devant le chaos qui régnait au Congo, le 11 juillet 1960, Moïse Tshombe proclamait l'indépendance du Katanga et appelait le major Weber et ses paracommandos pour protéger les personnes et les biens contre les exactions de l'A.N.C. en révolte. Il fallait empêcher le massacre des Européens et cinq de ceux-ci avaient déjà été tués par des soldats errant en bande ayant perdu tout sens de la discipline. Tshombe fait appel au Gouvernement belge pour qu'il envoie des troupes au Katanga, en attendant l'organisation de sa propre armée.

Joseph Yav, ministre des Affaires économiques, et Jean Kibwe, ministre des finances, donnent leur démission des postes qu'ils occupaient au gouvernement central, de même que Jacques Masungu, vice-président du Sénat congolais.

Moïse Tshombe, pour autant, n'en conservait pas moins le contact avec les autorités du Congo et, dès le 14 juillet, proposait que soient définies les bases d'une confédération des Etats du Congo, confirmant ainsi ses conceptions fédéralistes qui ne comportaient aucune idée de séparation et d'autonomie absolue vis-à-vis du Congo.

Les démêlés avec l'O.N.U. allaient commencer car, pour répondre au leader katangais et pour rétablir l'ordre compromis dans de nombreuses régions du Congo, Patrice Lumumba a fait appel aux troupes de l'O.N.U. Moïse Tshombe leur interdit l'accès du Katanga et l'utilisation des aérodromes de sa province. « Je ne puis les admettre au Katanga, dit-il, parce qu'elles provoqueront des désordres. Les Nations-Unies ont envoyé leurs troupes à Stanleyville pour rétablir l'ordre, mais la première chose que ces troupes ont faite a été de se mettre à piller. »

Moïse Tshombe se proposait d'envoyer une délégation katangaise plaider à l'O.N.U. la cause de l'indépendance du Katanga et il invitait également soit M. Dag Hammarskjöld, soit M. Ralph Bunche, à venir à Elisabethville. Attaché à son idée d'un Congo fédéral, le chef du Katanga, ne rompait pas tout lien avec Léopoldville et il reçut diverses personnalités du Gouvernement central, dont MM. Lihau, Adoula et Delvaux, envoyés en ambassadeurs afin de poursuivre des pourparlers où chacun défendait son point de vue.

Au centre des discussions se trouvait une importante question financière; c'était le partage des revenus procurés par les exportations de cuivre du Katanga. Ceux-ci avaient toujours constitué un apport appréciable pour les finances du Congo, et l'en priver conduisait au déséquilibre budgétaire. Mais devant la décomposition du Congo sous la conduite de Lumumba et la protection des forces de l'O.N.U., Moïse Tshombe désirait absolument préserver l'ordre et maintenir la prospérité de sa riche province. Il déployait tous ses efforts pour y empêcher l'arrivée des troupes de l'O.N.U., et il ne put y réussir, aussi il marqua sa désillusion en déclarant qu'il estimait avoir été abandonné par le Gouvernement belge.

En septembre 1960, une délégation katangaise se rendit à Brazzaville et signa avec M. Ileo, chef du gouvernement congolais, un ac-

cord aux termes duquel le Katanga apporterait son appui complet à MM. Kasa-vubu et Ileo et que les structures politiques communes seraient négociées au cours d'une conférence de la Table Ronde.

Entre-temps, Patrice Lumumba avait été destitué et arrêté. Les forces de l'O.N.U. chargées de protéger les travailleurs de Luena, Kabalo et Kongolo contre les exactions des rebelles Balubas s'étaient avérées incapables de rétablir l'ordre et les gendarmes katangais avaient dû intervenir.

L'O.N.U. perdait du crédit, même auprès du gouvernement congolais et l'Otraco avait reçu instruction de ne transporter le matériel de l'O.N.U. que sur ordre des autorités congolaises, ce qui irrita le général Rikhye, chef des forces de l'O.N.U.

Le 30 novembre 1960, Tshombe s'était rendu à Brazzaville à l'invitation de Fulbert Yulu pour la célébration de l'anniversaire de l'indépendance du Congo-Brazzaville. Dans le cadre des conversations engagées lors de cette visite, le président du Congo-Brazzaville suggéra une réunion d'un « conseil de famille » auquel participeraient les leaders africains réellement soucieux de trouver des solutions originales, faisant table rase du passé et conformes aux conceptions africaines pour doter les territoires de structures adaptées aux contingences qui leur étaient propres. Cette idée paraissait séduisante à Tshombe et il y souscrivait complètement.

Tshombe, qui avait pris l'initiative de recueillir des fonds pour offrir un cadeau au roi Baudouin et à la reine Fabiola, se rendit à Bruxelles et fut reçu au Palais royal. Quelques jours plus tard, au cours d'un banquet offert en son honneur par la délégation katangaise dans un établissement du centre de la capitale belge, le comte d'Aspremont Lynden, ministre des Affaires africaines, annonça qu'il avait plu au Roi d'accorder au président Tshombe le grand cordon de l'Ordre de la Couronne, « cet honneur, déclara le ministre, témoigne de la reconnaissance de la Belgique au courage du président Tshombe. » Cette décoration bien méritée, car l'action de Tshombe avait épargné la vie et les biens de nombreux Belges, suscita de vives discussions dans les milieux congolais et même chez les Belges vivant en dehors du Katanga qui trouvaient cet honneur inopportun et dangereux pour leur sécurité.

En dépit des efforts de Tshombe et de la sympathie qu'il inspirait dans de nombreux milieux, le gouvernement belge ne voulait pas reconnaître l'indépendance du Katanga; Tshombe en conçut un cruel dépit et envoya une lettre amère à M. Gaston Eyskens, premier ministre.

Malgré toutes ces difficultés, lorsqu'en décembre 1960 Gizenga formait un gouvernement dissident à Stanleyville et qu'il montrait des velléités offensives, un pacte militaire fut signé entre Léopoldville, Elisabethville et le gouvernement fédéraliste du Kasai d'Albert Kalonji. Cet accord servit de préalable à la conférence de Tananarive où allait s'affirmer le principe fédéral.

Poursuivant ses efforts, Tshombe prit l'initiative d'une conférence tenue en janvier 1967 qui réunissait à Tananarive, dans l'île de Madagascar, toutes les personnalités congolaises, sauf M. Justin Bomboko, malade à ce moment. Cette conférence constitua un succès indéniable pour le leader katangais puisque les participants s'étaient mis d'accord sur le principe d'une structure fédérale de l'Etat congolais. La clôture de ces journées se tint à Elisabethville où Tshombe organisa une gran-

de réception à laquelle participait Kasa-vubu, président de la République du Congo.

MM. Tshombe et Kimba se rendirent à Coquilhatville en avril 1961, où se tenait une réunion au cours de laquelle devaient être définies les mesures d'application de la conférence de Tananarive. Mais contre toute attente et au mépris le plus absolu des droits de l'hospitalité, Tshombe et Kimba, qui s'étaient rendus librement et dans un geste de bonne volonté, étaient arrêtés le 26 avril 1961 sous l'inculpation de haute trahison formulée par les autorités du gouvernement central.

De Brazzaville, Fulbert Yulu intervint en faveur des prisonniers, mais cette immixtion dans les affaires du Congo par un Etat voisin fut très mal prise. Finalement, Tshombe fut libéré le 24 juin à la faveur d'une intervention du colonel Mobutu, depuis président de la République du Congo, et de Joseph Kasa-vubu.

Moïse Tshombe signa avec le gouvernement central un accord aux termes duquel le Katanga approuvait la réunion du Parlement, à la condition qu'une nouvelle constitution soit rédigée endéans les trois mois. L'accord définissait également la répartition des revenus du cuivre entre le Gouvernement central et le Katanga.

Contre tout espoir, Tshombe revint au Katanga où la foule lui réserva un accueil triomphal. Mais l'assemblée katangaise rejeta l'accord signé à Léopoldville, estimant qu'il avait été obtenu sous la contrainte. Dès lors, le fossé ne cessa de s'élargir entre le Congo et le Katanga. Un peu plus tard, l'assemblée katangaise exigea que lui soit soumis également l'accord militaire signé en juillet 1960 avec le colonel Mobutu.

Pour sortir de l'imbroglio, Tshombe proposa de rencontrer Kasa-vubu, Gizenga et Kalonji. Il se rendit même à Brazzaville, mais le président Kasa-vubu refusa le rendez-vous, prétextant que ces questions étaient du ressort du Parlement congolais. Tshombe tenta de nouer les relations avec Adoula, lorsque ce dernier devint premier ministre, mais ce fut en vain.

Une autre tentative eut encore lieu; deux délégués katangais rencontrèrent des délégués du Gouvernement central à Kitona, mais aucun accord ne put être trouvé. Comme Tshombe avait hésité à envoyer ses délégués à cette réunion, le président Kennedy était intervenu personnellement pour faire garantir la liberté des deux Katangais, et le voyage eut lieu dans un avion américain.

D'autre part, les démêlés entre le président Tshombe et l'O.N.U. allèrent en s'aggravant. Le 18 septembre 1961, le secrétaire général de l'O.N.U., Dag Hammarskjöld, et Tshombe devaient se rencontrer à N'Dola, en Zambie. L'avion de Dag Hammarskjöld, conduit par un équipage suédois, n'arriva jamais. Il s'était écrasé en pleine forêt africaine, alors qu'il était presque arrivé au but.

Tshombe avait à son service des mercenaires, connus sous le nom d'« affreux ». Bien qu'ils ne fussent qu'une poignée sous les ordres du major Weber, avec l'aide des gendarmes katangais, ils réussirent à tenir tête de longs mois aux nombreuses forces de l'O.N.U. réparties sur toute l'étendue du territoire du Katanga.

En octobre, Tshombe avait encore fait des avances au gouvernement central pour tenter un rapprochement mais, pour se rendre à Léopoldville, il voulait que le Katanga soit libéré du joug de l'O.N.U. Ces tentatives ayant échoué, des frictions entre Katangais et Onusiens étaient de plus en plus fréquentes, d'au-

tant plus que la conduite des soldats de l'O.N.U. n'était pas à l'abri de reproches.

La situation devint tragique à la Noël 1962 lorsque les troupes de l'O.N.U. passèrent à l'action à Elisabethville. Les troupes de Tshombe ayant dû céder finalement devant la pression des forces nombreuses de l'O.N.U., le chef du Katanga réfugié à Kolwezi dut se résoudre, le 14 janvier 1963, à accepter le plan de U. Thant pour restaurer l'ordre et l'unité du Congo. Le leader du Katanga fit savoir qu'il exigeait comme condition *sine qua non* la stricte application de ce plan pour que les Katangais participent au Gouvernement central congolais. Et il ajoutait que si le Parlement congolais faisait appel à lui, il s'y rendrait.

Il ne fut pas écouté, dès lors il préféra choisir l'exil et gagna l'Europe.

Mais la situation au Congo ne s'améliorait pas avec la fin de la sécession du Katanga. L'armée nationale congolaise ne parvenait pas à mettre un terme à la rébellion de Gizenga qui s'étendait non seulement au nord et au nord-est du Congo, mais également au Kwilu; elle devenait menaçante, même pour la capitale. Devant le chaos qui régnait à nouveau au Congo, le gouvernement Adoula fut contraint de démissionner.

Tshombe, qui n'avait pas cessé ses activités politiques, fut rappelé et, le 6 juillet 1964, le président Kasa-vubu lui confiait la mission de former le gouvernement du Congo. Le 10 juillet, il prêtait serment de premier ministre et annonçait son intention de sortir le Congo de l'ornière où il s'était enfoncé. La révolte grondait au Kivu, dans la province orientale et au Kwilu. Le charroi militaire, dont les Américains avaient doté l'armée nationale congolaise, ne lui servit que pour fuir plus rapidement les lieux des combats.

Tshombe, avec l'accord du général Mobutu qui avait pris la haute direction des opérations militaires, fit appel aux gendarmes katangais, restés au pays ou réfugiés en Angola, ainsi qu'à des mercenaires recrutés à l'étranger. En effet, il n'était plus question de compter sur l'O.N.U. qui avait retiré ses forces du Congo, abandonnant le maintien de l'ordre à la seule armée nationale congolaise incapable et impuissante.

Malgré la défaite infligée aux troupes katan-gaises, les forces de l'O.N.U. ne s'étaient pas couvert de gloire et elles avaient perdu tout prestige aux yeux des Africains.

Dans un but humanitaire, Moïse Tshombe fit appel aux para-commandos belges pour délivrer les nombreux Européens prisonniers des rebelles à Stanleyville et à Paulis. Ceci lui valut la réprobation des Afro-asiatiques, mais, une fois de plus, il montrait ses bons sentiments à l'égard des ressortissants belges et étrangers.

Sur le plan militaire, la révolte fut matée sous le Gouvernement Tshombe; sur le plan politique, il chercha à liquider les séquelles de la décolonisation et régla avec la Belgique les problèmes litigieux du contentieux belgo-congolais, notamment les problèmes financiers pendants avec les groupes miniers.

On a souvent accusé Tshombe d'être à la solde de groupements financiers; rien n'est plus faux lorsqu'on connaît la fermeté, empreinte de courtoisie cependant, avec laquelle il défendit âprement les intérêts du Congo.

Les autres pays afro-asiatiques continuèrent à le considérer comme l'homme de la sécession du Katanga et à le boudier; il voulait cependant collaborer à l'O.U.A. et, maintes fois, il fit connaître ses intentions. La R.A.U., l'Algé-

rie et le Mali le considéraient toujours comme responsable du meurtre de Patrice Lumumba, malgré les conclusions d'une enquête menée par l'O.N.U., et comme le valet de groupes capitalistes et de puissances impérialistes.

Lorsque Tshombe se rendit au Caire pour assister à la conférence des pays africains, il fut empêché de siéger personnellement. Dès son arrivée le 1 octobre 1964, il fut interné pendant douze jours dans un palais gouvernemental.

Moïse Tshombe s'efforça de renforcer sa position au Parlement, mais il se heurtait à M. Victor Nendaka qui cristallisait autour de lui un groupe d'opposants résolu.

Le 13 octobre 1965, le président Kasa-vubu mit fin au gouvernement de M. Tshombe et chargea Evariste Kimba de former le nouveau gouvernement. Après un mois d'existence, cette nouvelle formation se vit retirer la confiance du Parlement congolais. C'est alors que le général Mobutu, devant l'impuissance de Kimba à constituer une nouvelle équipe gouvernementale et le désir de Kasa-vubu d'écarter Tshombe, prit le pouvoir et destitua le président de la république, s'attribuant tous les pouvoirs.

Tshombe lui-même applaudit à la mesure courageuse prise par le commandant en chef de l'Armée nationale congolaise et il invitait le pays à lui porter le soutien le plus absolu.

Le 2 décembre 1965, Tshombe déclarait qu'en prenant le pouvoir, le général Mobutu lui avait certainement sauvé la vie, car il figurait en tête d'une liste de gens qui devaient être liquidés le 24 novembre au soir.

Cependant bientôt le général Mobutu mettait en cause Tshombe pour la difficile situation économique et financière dans laquelle se débattait le Congo. Le 13 décembre 1965, dans un discours tenu à Kinshasa au Stade Roi Baudouin devant 50 000 personnes, le général Mobutu accusait « certains politiciens d'avoir, pour se maintenir au pouvoir, fait appel à des puissances étrangères. »

Dès lors, c'était un nouvel exil pour Moïse Tshombe et sa famille. Sous la pression de Kinshasa, le gouvernement belge n'admit pas qu'il le passât en Belgique. Comme antérieurement, il s'établit à Madrid, bien qu'il eût préféré vivre à Bruxelles, car plusieurs de ses fils poursuivaient leurs études en Belgique.

Tshombe qui était un homme riche gérait sa fortune et se livrait à des transactions immobilières. Des personnages de moralité douteuse, flairant en lui une proie facile, gravitaient autour de lui. Plusieurs d'entre eux furent d'ailleurs condamnés pour escroquerie ou tentatives de détournement au détriment de l'ancien leader katangais.

Le 1^{er} juillet 1967, il prit un avion à Madrid pour se rendre aux Baléares où il voulait acheter une propriété à Ibiza. Deux pilotes anglais se trouvaient aux commandes de l'avion espagnol affrété spécialement pour ce voyage. A bord avait pris place également un soi-disant homme d'affaires, un certain Bodenan, ancien repris de justice condamné autrefois à douze ans de prison à propos d'un double meurtre dans la forêt de Rambouillet. Sous la menace du revolver, Bodenan fit dérouter l'avion et força les pilotes à poser l'appareil sur l'aérodrome d'Alger.

Les autorités algériennes furent manifestement surprises par cette aventure et n'attendaient pas le moins du monde l'arrivée de Tshombe dans leur pays. Tshombe, qui avait été abusé, accusait la C.I.A. de sa mésaventure, ce que les intéressés démentirent sur le champ. Les autorités algériennes ouvrirent une enquête d'envergure sur la mort de Patrice Lumumba.

Deux ambassadeurs extraordinaires, le procureur Alidor Kabeya et le ministre Mungul-Diaka, furent envoyés immédiatement à Alger pour réclamer l'extradition de l'ancien premier ministre congolais. Le 21 juillet 1968, la cour suprême algérienne émit un avis favorable pour faire droit à cette requête. Mais, comme la loi de son pays l'y autorisait, le président Boumedienne s'opposa à l'exécution de cette décision.

Une délégation congolaise se rendit à plusieurs reprises à Alger pour faire exécuter la décision, mais en vain. Faire droit à cette demande, équivalait à envoyer Tshombe à la mort. En effet, au Congo un tribunal militaire d'exception, qui avait prononcé la peine de mort contre divers politiciens, venait de condamner à la peine suprême Moïse Tshombe pour le meurtre de Patrice Lumumba. Chaque fois le président Boumedienne refusa de donner suite aux requêtes du gouvernement congolais et le prétexte invoqué était « son hostilité à l'égard du régime du général Mobutu et des attaches de ce gouvernement avec Israël. »

Le gouvernement algérien refusa trois fois également de libérer Tshombe, suite aux demandes du gouvernement espagnol.

Tshombe passait sa captivité dans une villa située à El Blar sur les hauteurs d'Alger. Son temps s'écoulait à lire, à écouter la radio et à regarder la télévision. Il était en liberté surveillée et faisait des randonnées en auto dans l'Algérie, prenant en ces occasions ses repas dans des restaurants en compagnie des deux officiers chargés de le surveiller. Au cours de ces périples, il répétait. « Ici ce n'est pas l'Afrique. »

Le matin du 30 juin 1969, lorsque son domestique vint lui porter son petit déjeuner, il constata que Tshombe, étendu sur son lit, ne bougeait plus. Il était mort d'une crise cardiaque pendant la nuit; le décès fut constaté par onze médecins algériens.

Madame Tshombe se rendit à Alger et fut l'hôte du Croissant rouge. L'inhumation eut lieu à Bruxelles le 4 juillet et il repose provisoirement au cimetière d'Etterbeek, en attendant que sa famille puisse faire transporter sa dépouille au Katanga.

Moïse Tshombe fut incontestablement un homme courageux qui ne refusait pas de rencontrer ceux qui ne partageaient pas son point de vue. Il n'hésita pas à se rendre à Coquilhatville, où il fut arrêté. Ensuite, il se rendit encore au Caire, où il fut mis en résidence surveillée. Travailleur acharné, mais parfois désordonné, il avait l'art de charmer ses interlocuteurs par son large sourire et la bienveillance de l'accueil. Il ne se méfiait pas assez de certains aventuriers qui profitèrent de son excès de confiance.

Tshombe fut incontestablement l'ami des Belges et tout le monde l'a laissé tomber. En politique internationale il avait rêvé de créer un tiers monde, composé de l'Europe Occidentale et des Etats d'Afrique, de façon à former un bloc puissant entre la Russie, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part. Le destin lui fut très cruel, car il aurait pu jouer un rôle de premier plan s'il n'avait pas dû se débattre au milieu d'événements aussi tragiques.

Il s'est défendu maintes fois d'avoir été sécessionniste; il ne voulait pas séparer le Katanga du Congo, mais le faire entrer dans une confédération d'états. Bien que le principe semble avoir été admis par ses adversaires, il ne put jamais faire triompher la cause qu'il prônait.

Il était grand officier de l'Ordre de la Cou-

ronne.

31 mars 1970.

A. Lederer.

Archives de l'ARSOM. Communiqués de l'Agence Belga. — J.K.: Moïse Tshombe succombe dans sa prison d'Alger (*La Libre Belgique*, 1.7.69). — Patrocle: D'homme à homme, Moïse (*La Libre Belgique*, 4.7.69). — Struye, P.: La montée en flèche de Moïse Tshombe (*La Libre Belgique*, 13.7.64)). — Ugeux, Et.: Moïse Tshombe est mort dimanche près d'Alger (*Le Soir*, 1.7.69). — Ugeux, Et.: Une interview inédite de M. Tshombe (*Le Soir*, 1.7.69). — Ugeux, Et.: Moïse Tshombe tel qu'il était (*Le Soir*, 2.7.69). — Van Offelen, J.: Le Congo de demain, L'avenir de M. Tshombe (*La Dernière Heure*, 21.11.63). — Articles divers de presse.